

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL**

2 avenue de la Fontanisse  
30660 Gallargues-Le-Montueux

Références : 2024-11-  
Code AIOT : 0006605730

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Route de Calvisson 30310 Vergèze . L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est effectuée pour vérifier si les non-conformités relevées lors de la dernière visite du 12/06/2024 ont été corrigées conformément aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 12/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

- Route de Calvisson 30310 Vergèze
- Code AIOT : 0006605730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle (CCRVV) a été autorisée par déclaration du 8 février 2002 (récépissé de déclaration n°02.007N) à exploiter la déchetterie située au 1, Route de Calvisson, Lieu-dit «Les Bergines», parcelle n°1/AL, sur la commune de Vergèze, au titre de la rubrique 2710-2, sur une superficie inférieure à 2500 m<sup>2</sup>. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n°2012-384 du 20 mars 2012, la CCRVV a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.146N du 7 octobre 2014, l'autorisant à exploiter la déchetterie de Vergèze sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1a (déchets dangereux) pour un tonnage maximal de 10 tonnes, et sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 b (déchets non dangereux) pour un volume maximal de 236 m<sup>3</sup>.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit à constater que l'ensemble des non-conformités relevées lors de la précédente visite ont été corrigées, respectant ainsi les prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 12/07/2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté, concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> </ul> <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et le cas échéant leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel daté du 12/07/2024, l'exploitant a transmis les attestations de présence à la formation "Sécurité incendie - Équipier de 1ère intervention" organisée par le CNFPT le 09/07/2024, pour Marie DAYRE, François NICOLAS, Julien THIVANT et Christophe YBORRA mais pas pour M. Stéphane HARDY.</p> <p>L'exploitant a déclaré que cette formation n'a pas pu être suivie par l'ensemble du personnel,</p>

dont M. HARDY, pour des raisons de taux de présence minimal à assurer sur les déchetteries, mais que son plan de formation prévoit qu'il suivra la prochaine session de cette formation prévue au 1er semestre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Une attestation de formation de M. HARDY sera transmise à l'inspection dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un plan d'implantation des installations sur lequel sont localisées les zones à risques avec des pictogrammes indiquant la nature du danger pour chaque local, ainsi que les moyens de défense contre l'incendie, est présent sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;</li> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence d'une ligne téléphonique fixe opérationnelle dans le bureau d'accueil,</li> <li>• présence d'un plan des locaux localisant les zones à risque et les moyens de défense contre l'incendie ;</li> <li>• présence d'un extincteur mobile sur roues disposé à l'extérieur pendant les heures d'ouverture de la déchetterie, qui s'ajoutent aux autres extincteurs présents dans les locaux d'accueil et des DDS;</li> <li>• un rapport de contrôle du poteau d'incendie implanté à l'entrée de la déchetterie, établi par le SDIS en date du 11/09/2024, a été transmis; le débit minimum délivré par ce poteau de 93 m3/h est suffisant.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des</p>

<p>consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> </ul> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes manquantes suivantes ont été ajoutées et affichées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sur la porte du local des DDS,</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie dans le local d'accueil et rappelées sur le plan des zones à risques affiché à l'entrée de la déchetterie.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Documents de l'installation.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les plans, en particulier, pour les installations concernées :</li> <li>-les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;</li> <li>-le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>

<b>Constats :</b>
Un plan d'implantation des installations indiquant les zones à risques avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et les moyens de protection incendie et des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention est présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques d'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un <b>registre</b> tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées <b>les rapports de vérifications et maintenance</b> ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inventaire des extincteurs présents sur la déchetterie, les dates, les modalités des contrôles de ces extincteurs et les observations constatées sont inscrits sur le registre de sécurité présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Obligation de débroussaillage des terrains**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024

**Prescription contrôlée :****Article L.511-1:**

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Article L.512-8:**

Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

**Constats :**

Les abords de la déchetterie ont été débroussaillés.

**Type de suites proposées :** Sans suite